Déclaration de la FNEC FP-FO

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le CSE convoqué aujourd'hui se tient dans un contexte extrêmement tendu à toutes les échelles : internationales et nationales, se répercutant et aggravant les conditions de travail des personnels.

L'annonce du Président Macron de s'engager à augmenter les dépenses militaires à hauteur de 5% du PIB d'ici 2035 est présentée comme une nécessité mais surtout elle se révèle être une opportunité pour les industriels ! Pour la FNEC FP-FO, cette décision du gouvernement français implique sa complicité dans le cadre du génocide en Palestine tant par son soutien à l'extermination d'un peuple que par la répression de ceux qui ne l'acceptent pas.

Madame la Ministre a refusé de recevoir les délégations syndicales dans le cadre des rassemblements pour la levée de la sanction de notre collègue de Sens mais accepte les invitations sur les plateaux TV sur le même sujet. A ces occasions, elle justifie la sanction pour avoir organisé un hommage aux victimes de Gaza en classe en indiquant que notre collègue avait « *enfreint le principe de neutralité qui s'applique à nos enseignants* ». De quelle neutralité vous prévaliez-vous ? Nous rappelons, la déclaration du ministère, publiée dans le *JO Sénat* du 13 février 2025, selon laquelle « *les enseignants ont [...] la liberté pédagogique d'aborder le sort des victimes du conflit israélo-palestinien et notamment des otages français et des victimes du 7 octobre, pour leur rendre hommage afin d'entretenir leur mémoire, mais aussi pour réaffirmer l'attachement sans faille de la République aux valeurs démocratiques et à la paix* » ? À moins que « *notamment* » ne doive être lu comme « *exclusivement* », l'enseignante de Sens a agi conformément à la recommandation officielle, dans le cadre de la liberté pédagogique. Nous exigeons toujours que cette sanction soit purement et simplement retirée. La FNEC FP-FO continue d'exiger l'arrêt des livraisons d'arme à Israël, la levée du blocus qui affame et tue la population, le cessez le feu immédiat à Gaza et en Palestine. Elle refuse l'extension du conflit, en particulier en Iran, qui menace d'embrasement toute la région.

Pour la FNEC FP-FO, le budget de guerre décidé unilatéralement par le président Macron implique également sa participation active dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui fait état de centaines de milliers de morts des deux côtés du front. Dans sa résolution des 3 et 4 juin 2025, la FNEC FP-FO a rappelé son refus de « *l'escalade guerrière en Ukraine comme dans tous les pays* » et a réaffirmé « *son exigence d'un cessez-le-feu immédiat et permanent en Ukraine et de l'arrêt des livraisons d'armes. [Elle] s'oppose à l'envoi de troupes françaises en Ukraine, quelle qu'en soit la forme (OTAN, ONU ou autres) : "Pas un sou, pas une arme, pas un Homme pour la Guerre".* » Comme fédération de l'enseignement, nous avons une place particulière : celle de nous tenir aux côtés des jeunes qui refusent de voir leur génération servir de chair à canon.

De la même manière, pour la FNEC FP FO, cette décision du gouvernement français implique sa responsabilité dans le cadre des conditions de travail et de vie des millions de salariés et de retraités. Nous ne nous ferons pas le relai de la propagande qui consiste à dire que nous devons accepter la guerre et ses atrocités ! La défense des revendications est reliée au combat contre la guerre, contre les budgets de guerre.

Ainsi, le gouvernement Bayrou annonce 5 milliards de coupes supplémentaires sur le budget 2025 (sur les crédits de l'Etat et sur l'assurance maladie), avec une « *déclinaison opérationnelle* » le 5 juillet. Le décret n° 2025-374 du 25 avril 2025 portant annulation de crédits avait déjà annulé près de 3,1 milliards d'euros de crédits budgétaires. Et il prépare un nouveau budget d'austérité pour 2026. Nous savons parfaitement quelles sont ses intentions : 40 milliards d'euros d'économies dans les dépenses publiques et la protection sociale. Toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière sont dans le viseur : le Statut, les retraites, la Sécurité sociale. Les conséquences de cette orientation sont plus négatives les unes que les autres.

Le fonctionnement du service public de l'éducation est mis à mal. L'École et les Universités manquent de tout : les personnels ne sont plus remplacés et c'est aux élèves, aux des étudiants, aux parents, aux professeurs de faire face à cette situation qui désorganise les établissements et les obligent à recourir à des expédients qui ne trompent personne. Le gouvernement supprime des postes et des classes. Il refuse de recruter les listes complémentaires alors que des postes sont vacants. Les listes complémentaires des concours sont insuffisantes voire inexistantes dans certains corps. Nous ne l'acceptons pas. Dans le premier degré, nous constatons qu'il n'y a que 345 places en Listes Complémentaires contre 1105 l'an dernier. La FNEC FP-FO refuse cette décision d'austérité et d'organisation choisie de la contractualisation. Nous demandons le ré-abondement des Listes Complémentaires. Le gouvernement refuse le renouvellement des contractuels. Il maintient les personnels dans la précarité. Les qualifications et les missions des uns et des autres sont bafouées...

La qualité de l'instruction à laquelle ont droit les élèves est ainsi remise en cause. Dès lors que le seul objectif des réformes en cours est de baisser les coûts, l'enseignement proposé est un enseignement au rabais qui hypothèque la réussite de tous. Le projet de nouveau socle commun de connaissances, de compétences et de culture rendu public le 24 avril 2025 s'inscrit parfaitement dans cette une politique de rationnement des savoirs. En prétendant qu'il y aurait des disciplines fondamentales et d'autres accessoires il désigne en clair celles qui sont vouées à être sacrifiées. Or tous les enseignements contribuent au développement culturel et intellectuel des élèves. Les personnels et les parents se mobilisent contre cette logique de pénurie et s'organisent notamment à travers le comité national des écoles et établissements mobilisés qui a appelé à se rassembler au ministère le 11 juin dernier. Là encore, malgré la propagande officielle sur un prétendu dialogue social, le ministère refuse de répondre aux revendications. La FNEC FP-FO appuiera toutes les mobilisations à la rentrée qui s'organiseront en défense des revendications.

Le pouvoir d'achat des personnels est sans cesse attaqué : gel de la valeur du point d'indice, suppression de la GIPA, journée de carence, baisse de 10% de la rémunération des agents en congé de maladie ordinaire, refus d'indemniser les oraux du DNB... Le décret présenté le 6 mai 2025 en CSA ministériel concernant la nouvelle organisation de PPCR n'est toujours pas paru. La DGRH du ministère a annoncé que sur décision gouvernementale, le décret ne paraîtrait pas. La FNEC FP-FO avait voté contre ce projet de décret qui ne comportait pas de réelles mesures de revalorisation salariale et prévoyait la mise en place d'un rendez-vous de carrière couperet pour la classe exceptionnelle. Il n'en reste pas moins que cette communication contradictoire n'est respectueuse ni des personnels ni de leurs représentants. Le *statu quo* entérine un blocage des carrières et donc une continuation de la baisse de pouvoir d'achat des enseignants compte tenu de l'inflation, ce qui est inacceptable. La FNEC FP-FO exige 10 % tout de suite et l'ouverture de négociation pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis 2000 (31,5%).

Dans le même temps, les conditions de travail ne cessent de se dégrader du fait des contre-réformes rejetées par les personnels : choc des savoirs, réforme de la voie professionnelle, Pacte, acte 2 de l'école inclusive, Parcoursup, le lycée et le baccalauréat Blanquer, le SNU... La FNEC FP-FO réaffirme son exigence d'abandon de toutes ces contre-réformes. Le gouvernement refuse de répondre aux revendications des collègues qui, notamment dans les académies de Lille et de Créteil, demandent le bénéfice du décret n°95-313 du 21 mars 1995 (droit de mutation prioritaire et droit à l'avantage spécifique d'ancienneté) puisque leurs établissements sont situés dans les quartiers prioritaires de la ville. L'administration ne veut rien entendre au motif que ces EPLE ne figurent pas dans l'arrêté du 16 janvier 2001, ce qui n'est pas surprenant parce que ces établissements ont été créés après 2001. Dans une même logique, des collèges de Clermont-Ferrand, Martinique, Montpellier et Versailles, avec des IPS inférieur à 76 demandent légitimement leur classement en éducation prioritaire renforcée. Mais le ministère n'en a cure comme il ne soucie guère des revendications des personnels de direction qui dénoncent le transfert des missions et de responsabilités vers les établissements, les nouvelles tâches sans ressources humaines supplémentaires. Ils demandent la création de brigades de remplacements pour que toutes les absences de chefs ou d'adjoints soient remplacées. Sans plus de résultat. Ultime provocation le ministère a publié aujourd'hui au *Journal officiel* le décret n° 2025-609 du 1^{er} juillet 2025 modifiant le régime disciplinaire dans les établissements publics locaux d'enseignement relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et du ministre chargé de la mer, qui avait pourtant reçu le 27 mars 2025 un avis largement défavorable par 45 contre, 4 voix pour, 13 abstentions et 2 refus de vote. Que l'on ne vienne pas ensuite nous parler de dialogue social. Le constat est sans appel, les gouvernements passent mais la politique reste toujours la même : le passage en force, le mépris des salariés, le 49-3. La trique et le bâton.

Enfin, l'effet de ces politiques d'austérité est désastreux sur la santé des élèves. Le suivi de la santé mentale des adolescents n'est pas assuré comme il devrait l'être, faute d'assistantes sociales, faute de PsyEN, faute d'infirmiers – on n'en compte à peine un pour 1 303 élèves, faute des médecins scolaires - leur effectif a chuté 28 % depuis 2013, au

point qu'il n'y a plus qu'un médecin pour 12 800 élèves et que moins de 20% des élèves ont bénéficié de la visite médicale en classe de sixième... Dès lors, il ne faut pas s'étonner si des drames surviennent de plus en plus nombreux.

Ces politiques mettent aussi en danger la santé et la sécurité des personnels. Mardi 10 juin, notre collègue assistante d'éducation à Nogent est décédée, poignardée par un élève lors d'une fouille de sacs organisée par les gendarmes aux abords du collège Françoise Dolto. La FNEC FP-FO réaffirme son soutien à la famille et aux collègues de notre collègue. La ministre Elisabeth Borne a adressé une lettre à l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, dans laquelle elle déclarait les assurer de son « *soutien le plus total* », précisant qu'ils exercent « *une mission essentielle* ». « *Soutien le plus total* » de la ministre ? En refusant d'ouvrir les listes complémentaires et en ne renouvelant pas les contractuels ? En organisant la confusion et le transfert des missions des Personnels infirmiers, assistants sociaux, médecins, psyEN à travers les « *assises de la santé scolaire* » et en organisant la pénurie de ces personnels indispensables au bon fonctionnement de l'École.

La FNEC FP-FO réaffirme ses revendications : respect des missions des AED, CPE, et de tous les personnels ! Création de tous les postes nécessaires ! Un vrai statut pour les AED avec un vrai salaire et une grille indiciaire nationale !

Pour finir, toujours en matière sanitaire, les recommandations officielles concernant la gestion de la canicule ont été déplorables. Était-ce de la provocation ? Faire boire les élèves régulièrement, fermer les fenêtres et les volets... Et pendant ce temps, dans les départements, ce sont les collègues, les parents et les élèves qui ont fait les frais de cette incurie... A force de rogner sur les deux mois de vacances, les pouvoirs publics ne sont pas en mesure d'assurer des conditions d'accueil digne pour les personnels et les élèves. A défaut, ils laissent les mairies fermer 1900 écoles. Cette logique de territorialisation qui laisse la responsabilité aux décideurs locaux de fermer les établissements ou de l'organisation des corrections d'examens n'a fait qu'aggraver la situation. Il ne serait pas possible de trouver les solutions pour maintenir une ambiance thermique acceptable alors que ces épisodes de canicule se répètent chaque année ? Ce sont déjà 95 millions d'euros qui ont été gelés par décret sur le budget de l'éducation nationale cette année, peut-être davantage suite aux récentes annonces gouvernementales.

Nous profitons de la parole qui nous est donnée pour remercier les camarades qui ont exprimé leur soutien à nos camarades Cécile Kohler et Jacques Paris.

Les nouvelles d'aujourd'hui sont effectivement alarmantes.

Nous continuons d'agir en lien avec notre confédération, les familles et le ministère des Affaires étrangères dans un cadre contraint pour ne pas mettre encore plus en danger nos camarades.

Examen des textes à l'ordre du jour

Texte 1. Projet de loi Modernisation et régulation de l'enseignement supérieur

Selon le ministère, il s'agit de donner davantage de libertés aux établissements qui font l'objet de contrôles et de rénover le système de régulation en plaçant la qualité des formations et la protection des étudiants comme éléments centraux de la reconnaissance de l'État.

Intervention de la FNEC FP-FO Sur ce texte :

En premier lieu, la FNEC FP-FO dénonce la précipitation qui préside à la présentation de ce projet de loi : communication du projet tardive, examen en CSE le 3 juillet, examen en CNESER le 8 juillet, pour un vote au parlement qui devrait intervenir avant les vacances parlementaires... Cette procédure « *accélérée* » est malheureusement habituelle pour un gouvernement spécialiste du 49-3 mais elle n'en est pas moins inacceptable.

Le contenu du projet est tout aussi inacceptable.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a certes à plusieurs reprises évoqué la nécessité de « *réguler* » l'enseignement supérieur privé. Les effectifs d'étudiants ont en effet connu une très forte croissance depuis 10 ans (de 15 % en 2015 à plus de 25 % aujourd'hui). Tout a été fait pour cela : reconnaissance de diplômes ou d'établissements, le plus souvent contre les avis du CNESER, label « *EESPIG* » (établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général), barrage à l'entrée à l'université avec Parcoursup ou en cours de formation avec Mon master, et enfin loi Pénicaud de 2018 qui subventionnait abondamment l'enseignement par alternance. Que les établissements d'enseignement supérieur privé se soient développés n'a donc rien d'étonnant : c'est le résultat de politiques délibérées en ce sens. Que certains soient uniquement des « *vendeurs* » d'offres de formation n'est pas non plus

étonnant : l'objectif de ces établissements ou groupes d'établissements est en effet de « capoter » des « parts de marchés » grandissantes, qu'ils soient « à but lucratif » ou non, tous demandant au demeurant des frais d'inscription exorbitants à leurs étudiants-clients (de 4000 à 20 000 euros par an). La « régulation » de l'enseignement supérieur privé, c'est donc la politique du pompier pyromane, avec la mise en œuvre par l'État lui-même de la concurrence du public par les établissements privés, donc *in fine* l'organisation du recul du service public.

Le projet de loi qui est présenté va plus loin encore dans le soutien et même la promotion des établissements supérieurs privés, puisqu'il prévoit que ces établissements puissent délivrer des grades universitaires, principalement à travers deux procédures : celle de l'« agrément », celle du « partenariat ». Pour la FNEC FP-FO, c'est porter une attaque décisive au monopole de la collation des grades (issu de la loi Ferry de 1880), déjà fortement ébranlé par les divers processus existants de reconnaissance des diplômes ou des établissements privés.

Mais le projet de loi va encore plus loin, en traitant également de l'enseignement supérieur public, avec la prolongation pour cinq années supplémentaires des EPE (« établissements publics expérimentaux », mis en place depuis l'ordonnance Vidal de décembre 2018). Comme FO ESR l'avait dénoncé, l'« expérimentation », jamais contrôlée, ne débouche jamais sur sa remise en cause, ceci alors que les EPE sont les creusets de toutes désorganisations et déréglementations (conditions d'emploi et de rémunérations des personnels, frais d'inscription des étudiants, intégration d'établissements privés...).

Au passage, la territorialisation de l'enseignement supérieur serait encore renforcée, avec la déconcentration vers les recteurs de région d'actes de nomination de directeurs d'instituts ou d'écoles qui relèvent jusqu'à présent uniquement du ministre.

De plus, l'« accréditation » des établissements publics par le ministère après avis du CNESER ne reposerait plus sur aucune base solide, puisque les établissements « accrédités » pour une offre de formation précise, de la première année de licence au doctorat, pourraient « aménager » à leur guise cette offre dans le courant de la période d'accréditation. Dans le contexte d'austérité budgétaire que l'on sait, « aménager » signifiera en réalité supprimer de l'offre de formation. Et ce serait en réalité la disparition de toute référence nationale et l'inégalité généralisée entre établissements.

Enfin, si l'on prend en considération le fait que tous les établissements publics devraient désormais négocier des « Contrats d'objectifs, de moyens et de performance » pour obtenir les dotations budgétaires qui leur sont dues, que d'autre part des établissements privés contractualisent déjà avec l'État et obtiennent, comme les établissements publics, des « subventions pour charges de service public », que certains pourraient désormais percevoir la « CVEC » (contribution à la vie étudiante et culturelle) collectée par les CROUS, on voit que la distinction public/privé est en voie de disparition.

Ce projet de loi pave donc en réalité la voie au subventionnement massif des établissements privés (tandis que les universités, par définition publiques, sont plongées par la politique gouvernementale dans de très grandes difficultés budgétaires). Il prépare en réalité l'application du système en vigueur dans les premier et second degrés depuis la loi Debré de 1959 (prolongé par les accords Lang/Cloupet de 1993), un système où les fonds publics sont détournés pour le fonctionnement et le développement d'établissements privés.

La FNEC FP-FO revendique l'abandon des EPE, non leur prolongation. Elle revendique aussi l'abandon de la procédure d'« accréditation » des établissements publics, non son renforcement, qui la transforme en une sorte de « chèque en blanc » aux établissements, sans presque plus aucune garantie aux usagers/étudiants en matière de contenu des formations universitaires. Au contraire, l'habilitation des diplômes devrait être remise en place, sous contrôle du CNESER et en tenant compte des avis du CNESER.

Quant au privé, la FNEC FP-FO ne réclame pas la disparition des établissements d'enseignement supérieur privés. Mais elle revendique nettement que les fonds publics aillent aux établissements publics. À école privée, fonds privés, à école publique, fonds publics.

Aucune « reconnaissance » du privé par l'État, aucune inscription de formations privées sur des plateformes publiques (comme Parcoursup ou Mon master), aucune subvention de l'État à des établissements privés, aucune délivrance de grades universitaires par des établissements privés, directement ou indirectement, et respect du monopole de la collation des grades, qui ne peuvent être délivrés que par l'Université, par définition publique.

La FNEC FP-FO votera donc contre le projet ici présenté.

Résultat du vote

Pour : 6 (FEP-CFDT, CFE-CGC, SPELC, UNETP, FESIC)

Contre : 55 (FO, FSU, UNSA, CGT, SNALC, Sud Education, CFTC, FCPE, Les Lycéens, FAGE, Jeunesse au plein air...)

Abstention : 8 (CFDT, APPEL, MEDEF...)

NPPV : 0

Texte 2. Projet de décret en Conseil d'Etat autorisant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « *Faits établissement* ».

Ce texte rend obligatoire pour les directeurs d'école et les chefs d'établissement publics la transmission des faits « *graves et de violence* » impliquant les élèves ou les personnels et actualise la liste des données collectées, des accédants et destinataires et étend à 5 ans la durée de conservation des données afin de permettre aux services de l'éducation nationale de disposer d'un historique de données suffisant pour assurer le suivi des mesures et concevoir des actions de pilotage.

Résultat du vote

Pour : 41 (UNSA, SNALC, CFTC, SPELC, CFE-CGC, FCPE, Les Lycéens, FAGE, Jeunesse au plein air, MEDEF...)

Contre : 10 (FO, CGT, ...)

Abstention : 17 (FSU, Sud Education...)

NPPV : 0

Texte 3. Projet de décret du relatif à la doctrine technique du numérique pour l'éducation

Le projet de décret relatif à la doctrine du numérique n'indique rien sur les conditions d'exploitation et de circulation des exports de données que le ministère entend demander aux chefs d'établissement qui en sont responsables. Si ce décret était publié et opposable nous présumons que les conditions de mise en œuvre seraient précisées par des arrêtés.

En l'absence de ces précisions la FNEC FP-FO vote contre.

Résultat du vote

Pour : 10 (CFE-CGC, FCPE, FAGE, MEDEF...)

Contre : 39 (FO, FSU, UNSA, CGT, ...)

Abstention : 13 (CFDT, SNALC, Sud Education, CFTC, Les Lycéens, Jeunesse au plein air...)

NPPV : 0

Texte 4. Projet d'arrêté ci-joint fixe les programmes de langues vivantes régionales pour le collège et le lycée général et technologique.

L'entrée en vigueur est prévue pour la rentrée de l'année scolaire 2026-2027 en classes de sixième, cinquième et de lycée, à la rentrée de l'année scolaire 2027-2028 pour la classe de quatrième et à la rentrée de l'année scolaire 2028-2029 pour la classe de troisième

La FNEC FP-FO considère que les programmes relèvent davantage de la compétence des spécialistes des disciplines que des organisations syndicales et des associations d'utilisateurs.

Résultat du vote

Pour : 50 (FSU, UNSA, CFDT, SNALC, Sud Education, FCPE, Les Lycéens, FAGE, Jeunesse au plein air, MEDEF...)

Contre : 0

Abstention : 5 (CGT, CFE-CGC)

NPPV : 6 (FO)

Texte 5. Projet d'arrêté ajoutant le portugais comme langue d'enseignement de la spécialité « *Langues, littératures et cultures étrangères et régionales* » (LLCER)

L'objectif de ce texte est d'ajouter la langue portugaise comme choix possible parmi les langues pouvant être étudiées dans le cadre de l'enseignement de spécialité « *Langues, littératures et cultures étrangères et régionales* » (LLCER). La FNEC FP-FO est favorable à une mesure qui élargit le choix des élèves.

Résultat du vote

Pour : 28 (FO, CFDT, SNALC, CFTC, FCPE, Les Lycéens, FAGE, Jeunesse au plein air, MEDEF...)

Contre : 0

Abstention : 18 (UNSA, CGT, CFE-CGC...)

NPPV : 15 (FSU...)

Texte 6. Projet d'arrêté 2025 relatif au concours général des lycées

Ce projet d'arrêté augmente le quota d'élèves maximum que peut présenter un établissement au concours par discipline et niveau concerné (10% contre 8% actuellement).

La FNEC FP-FO soutient un texte qui permet à un plus grand nombre d'élèves de se porter candidats à un concours reconnaissant l'excellence disciplinaire.

Résultat du vote

Pour : 10 (FO, SNALC, CFTC, CFE-CGC)

Contre : 31 (FSU, UNSA, CGT, Sud Education, ...)

Abstention : 17 (CFDT, SNPDEN-UNSA, FCPE, Les Lycéens, Jeunesse au plein air...)

NPPV : 0

Texte 7. Projet d'arrêté définissant le concours général des métiers

Le présent projet d'arrêté définit de nouvelles modalités d'organisation du concours général des métiers de la voie professionnelle pour la session 2026. Il réactualise le concours général des métiers, et contribue à la valorisation la voie professionnelle.

La FNEC FP-FO se prononce en faveur de ce texte.

Résultat du vote

Pour : 16 (FO, CFTC, CFE-CGC, FCPE, Jeunesse au plein air...)

Contre : 6 (CGT, SNALC, Sud Education, FAGE...)

Abstention : 20 (UNSA, Les Lycéens...)

NPPV : 16 (FSU)

Texte 8. Projet d'arrêté portant création de la spécialité « Fabrication traiteur » de certificat de spécialisation et fixant ses modalités de délivrance.

Le présent projet d'arrêté a pour objet la rénovation de la spécialité « *Employé traiteur* » désormais nommée « *Fabrication traiteur* » de certificat de spécialisation de niveau 3.

La FNEC FP-FO ne peut soutenir ce texte car elle constate que les certificats de spécialisation sont trop souvent en apprentissage.

Résultat du vote

Pour : 45 (FSU, UNSA, CFDT, Sud Education, CFTC, CFE-CGC, FCPE, Jeunesse au plein air ...)

Contre : 0

Abstention : 5 (CGT, SNALC, Les Lycéens, ...)

NPPV : 6 (FO)

Texte 9. Projet d'arrêté portant abrogation de l'arrêté du 30 juillet 2002 portant création et définition de la mention complémentaire « réalisation de circuits oléo hydrauliques et pneumatiques » et fixant ses conditions de délivrance.

Le projet d'arrêté a pour objet l'abrogation de la spécialité « *réalisation de circuits oléo hydrauliques et pneumatiques* » de mention complémentaire, de niveau 3, créée par l'arrêté du 30 juillet 2002 modifié. Il n'existe plus aucune formation préparant à ce diplôme depuis 2022.

FO est favorable à ce texte.

Résultat du vote

Pour : 52 (FO, FSU, UNSA, CFDT, SNALC, Sud Education, CFTC, FCPE, Les Lycéens, FAGE, Jeunesse au plein air...)

Contre : 0

Abstention : 2 (CGT)

NPPV : 0

Texte 10. Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 21 octobre 2024 portant création de la spécialité « Desserts de restaurant » de certificat de spécialisation et fixant ses modalités de délivrance

La FNEC FP-FO ne peut soutenir ce texte car elle constate que les certificats de spécialisation sont trop souvent en apprentissage.

Résultat du vote

Pour : 20 (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FCPE, Les Lycéens, FAGE, Jeunesse au plein air...)

Contre : 0

Abstention : 29 (FSU, UNSA, CGT...)

NPPV : 6 (FO,

Point 11. Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 5 juillet 2001 modifié relatif aux modalités d'organisation de l'examen conduisant au diplôme « Un des meilleurs ouvriers de France »

Le présent projet d'arrêté a pour objet de mettre à jour l'arrêté du 5 juillet 2001 modifié relatif aux modalités d'organisation de l'examen conduisant au diplôme « *Un des meilleurs ouvriers de France* ». Il vise à préciser ou à corriger certaines dispositions : prise en compte de la nomination de plusieurs vice-présidents, reformulation de l'obligation de confidentialité des membres du jury de classe.

La FNEC FP-FO considère qu'il s'agit d'une modification à la marge qui ne change pas l'esprit de l'attribution des MOF et que c'est plutôt une amélioration.

Résultat du vote

Pour : 34 (FO, UNSA, CFDT, CFTC, FCPE, Les Lycéens, Jeunesse au plein air...)

Contre : 2 (CGT)

Abstention : 1 (Sud Education)

NPPV : 17 (FSU...)